

Pour nos libertés, pour la démocratie, pour l'intérêt général !

Toutes et tous en rassemblements et manifestations **samedi 30 janvier 2021**

L'indignation monte de jour en jour face à un gouvernement qui mène une politique de régressions sociales et qui profite d'une grave crise sanitaire pour multiplier des projets de lois liberticides et des réformes sociales injustes. Cette politique autoritaire et à l'encontre de l'intérêt général est insupportable. Elle vise à diviser la population.

Dans la Fonction publique d'État, plusieurs affaires de répression contre des fonctionnaires, des militants engagés et des lanceurs d'alerte nous montrent que celles et ceux qui défendent l'intérêt général sont réprimés. La CGT est à leurs côtés et ne lâche rien pour gagner ce combat indispensable !

L'entreprise de démolition des libertés publiques fondamentales en France est caractérisée notamment par la loi sécurité globale, examinée par le sénat en mars, ainsi que par le nouveau Schéma national de maintien de l'ordre. Du développement des polices privées jusqu'aux atteintes graves contre le droit d'informer et de manifester, cette loi porte en germe des dérives dignes des heures les plus sombres de notre histoire.

**C'est pourquoi la CGT Finances Publique partage l'exigence de la coordination
#StopLoiSécuritéGlobale de retrait de cette loi dans sa globalité.**

De même, nous devons gagner l'abrogation des décrets du 02 décembre 2020 qui permettent le fichage de la population au regard des opinions politiques, syndicales, religieuses et des informations médicales. Ces décrets sont inacceptables et constituent une nouvelle atteinte grave à nos libertés individuelles et collectives.

L'État de droit et la démocratie doivent être préservés.

LA CGT REVENDIQUE NOTAMMENT :

- ☛ Le respect de la liberté d'expression, du droit à s'exprimer, du droit de manifester.
- ☛ Le retrait de la loi sécurité globale et des décrets « fichage ».
- ☛ Un véritable service public sans sous-traitance et avec les moyens d'exercer toutes ses missions d'intérêt général.

**UN GRAND RASSEMBLEMENT EST ORGANISÉ À PARIS,
13 H 00 PLACE DE LA RÉPUBLIQUE**